

N° 56  
**S É N A T**

---

SESSION ORDINAIRE DE 2015-2016

**16 décembre 2015**

---

---

**PROJET DE LOI**

*de finances rectificative pour 2015.*

*Le Sénat a adopté, en nouvelle lecture, la motion opposant la question préalable à la délibération du projet de loi, dont la teneur suit :*

---

**Voir les numéros :**

**Assemblée nationale** (14<sup>ème</sup> législ.) : 1<sup>ère</sup> lecture : **3217, 3247, 3252, 3282** et T.A. **623**.

Commission mixte paritaire : **3345**.

Nouvelle lecture : **3344, 3347** et T.A. **644**.

**Sénat** : 1<sup>ère</sup> lecture : **227, 229, 230** et T.A. **52** (2015-2016).

Commission mixte paritaire : **253** et **254** (2015-2016).

Nouvelle lecture : **259** et **263** (2015-2016).

En application de l'article 44, alinéa 3, du Règlement du Sénat,

Considérant que le projet de loi de finances rectificative pour 2015 entérine une nouvelle dégradation du solde budgétaire et une nouvelle augmentation de la part de la dette publique dans la richesse nationale ;

Considérant qu'il traduit un dérapage des dépenses de l'État dont les effets sont seulement limités par un prélèvement sur le Fonds national de gestion des risques en agriculture et par des économies de constatation sur le prélèvement sur recettes au profit de l'Union européenne ainsi que sur la charge de la dette ;

Considérant que l'ampleur inédite du schéma de fin de gestion en 2015 témoigne de l'incapacité du Gouvernement à respecter les priorités qu'il a lui-même fixées en loi de finances initiale et d'un manque de transparence sur les objectifs de la mise en réserve de crédits ;

Considérant qu'il comporte une réforme d'ampleur de la fiscalité énergétique, qui aurait dû trouver sa place en loi de finances initiale, et qui contribuera à alourdir la fiscalité pesant sur les entreprises et les ménages dans les années à venir ;

Considérant enfin qu'il comprend de nombreuses mesures introduites par voie d'amendement du Gouvernement dans des conditions n'ayant pas permis leur examen approfondi ;

Le Sénat décide qu'il n'y a pas lieu de poursuivre la délibération sur le projet de loi de finances rectificative pour 2015, adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture.

En conséquence, conformément à l'article 44, alinéa 3, du Règlement, le projet de loi n'a pas été adopté par le Sénat.

*Délibéré en séance publique, à Paris, le 16 décembre 2015.*

*Le Président,*

*Signé : Gérard LARCHER*